

"Ouverture à Messine de la conférence des ministres des Affaires étrangères de la CECA" dans Corriere della Sera (1er juin 1955)

Légende: Commentant, le 1er juin 1955, l'ouverture à Messine de la conférence des ministres des Affaires étrangères des six États membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le quotidien italien Corriere della Sera s'interroge sur les enjeux de la relance européenne.

Source: Corriere della Sera. 01.06.1955, n° 129; anno 80. Milano: Corriere della Sera. "Si apre oggi a Messina la conferenza dei ministri degli Esteri della C.E.C.A.", auteur:Aioldi, Aldo , p. 7.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/ouverture_a_messine_de_la_conference_des_ministres_des_affaires_etrangeres_de_la_ceca_dans_corriere_della_sera_1er_juin_1955-fr-5368e9f3-d8eb-4941-a53c-4cbc5b6544f6.html



Date de dernière mise à jour: 07/11/2016

La conférence des ministres des Affaires étrangères de la CECA s'ouvre aujourd'hui à Messine

Probable nomination de René Mayer à la présidence de la Haute Autorité

De notre envoyé spécial

Taormine, le 31 mai, la nuit.

Les délégations des gouvernements des six pays de la Communauté du charbon et de l'acier qui participeront demain à Messine aux travaux de la conférence des six ministres des Affaires étrangères, se sont réfugiées dans le silence de la partie haute de Taormine. Même là-haut, les drapeaux des pays de la CECA se mélangent aux affiches de la campagne électorale sicilienne; et il se pourrait bien que le ministre Gaetano Martino, en organisant cette conférence internationale dans sa ville, ait eu également l'esprit préoccupé par la difficile bataille qui se déroule entre les partis démocratiques pendant les élections régionales.

Néanmoins, les délégations des six pays de la CECA ont, eux aussi, d'autres préoccupations, qui doivent sortir du cadre publicitaire de la propagande électorale. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles ils ont préféré s'isoler là-haut, là où se sont faits les premiers contacts.

La CECA traverse un moment difficile, ce n'est un mystère pour personne. La conviction de De Gasperi et, en règle générale, de nombreux pro-européens, était que, une fois la machine de l'intégration mise en route, elle aurait fatalement fini par englober d'autres secteurs et acquis toujours plus de pouvoirs. À l'inverse, on peut dire que, si une organisation à caractère supranational est stoppée, elle finit tôt ou tard par être absorbée par l'ancien système des économies nationales et des pactes bilatéraux et multilatéraux.

Voilà ce qui risque d'arriver à la CECA. Avec l'échec de la CED, les projets de souveraineté des organismes supranationaux préparés par l'assemblée *ad hoc* ont été mis à l'écart. Pierre Mendès-France est retourné en France et le président de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Jean Monnet, ressentant déjà la lourdeur de certaines restrictions imposées à ses pouvoirs, notamment en matière fiscale et sociale, a éprouvé un profond désaccord avec la décision prise et a donné sa démission en novembre dernier.

Tout a été plus ou moins mis en suspens, et si cette stagnation devait se prolonger, la CECA, elle aussi, finirait par disparaître: aujourd'hui déjà on parle, par exemple, du fait que son organe exécutif supranational a été restreint pour n'être plus qu'un des seuls comités de coordination des gouvernements nationaux.

La conférence de Messine aura pour objectif de résoudre deux questions: d'une part la nomination du nouveau président de la Haute Autorité, et d'autre part la dite «relance» des plans d'intégration européenne, qui vise à redonner vitalité et prestige à l'idée proeuropéenne et à ses institutions.

Jean Monnet a, il faut bien le reconnaître, organisé et orchestré la CECA au cours des deux premières années. Aussi, après avoir présenté sa démission, il a récemment fait comprendre qu'il la retirerait, à condition, toutefois, qu'il obtienne des garanties concernant l'élargissement des pouvoirs de la CECA et des programmes d'intégration européenne.

Cependant, c'est avant tout la nouvelle structure parlementaire française, avec l'importance qu'y ont pris les gaullistes, et la situation internationale, avec l'intervention du Royaume-Uni, qui ne permettent plus de faire de concessions hardies en matière de supranationalité. Et le gouvernement français, auquel il incombe, du moins en principe, de proposer un président pour la Haute Autorité de la CECA, a avancé la candidature de l'ancien président du Conseil, René Mayer, qui a des vues plus souples sur les méthodes qui mèneront à l'intégration économique.

Sa nomination devrait être maintenant approuvée à l'unanimité par les ministres des Affaires étrangères des pays de la CECA. D'après ce que laissent entendre les délégations diplomatiques, on peut s'attendre à des «critiques amères» de la part des Belges et des Allemands à l'égard des Français pour avoir sacrifié Jean Monnet pour des raisons de politique intérieure. Les Italiens avaient eux aussi des sympathies pour Jean Monnet, hormis le fait qu'il ait pris peu de mesures en matière sociale. Ils se poseront néanmoins en pacificateurs puisque le gouvernement français a écarté les candidatures les plus antieuropéennes (comme, par exemple, celle de Paul Ramadier). Quoi qu'il en soit, personne n'entend faire de cette question un motif de rupture avec le gouvernement français, et il est donc probable que René Mayer soit nommé à la présidence de la Haute Autorité.

Le second problème semble plus retors: il s'agit des projets d'intégration européenne, qui feront resurgir l'éternelle querelle sur l'intégration verticale ou en secteur (comme la Communauté du charbon et de l'acier) ou l'intégration horizontale (c'est-à-dire celle qui s'étend sur tous les secteurs marchands et qui est réalisée surtout grâce à la libéralisation des échanges, à l'abaissement des tarifs douaniers, etc.).

Les pays du Benelux ont déjà annoncé un projet (qui n'est pas très bien vu par les Français) dans lequel est prônée à la fois une intégration horizontale de grande envergure, avec des délais prédéterminés, et une intégration verticale qui sera appliquée au secteur des transports et aux secteurs des autres sources d'énergie (l'électricité, le pétrole, le gaz et l'énergie atomique). Cependant, d'après des nouvelles qui nous sont parvenues ce soir du Luxembourg, le projet du Benelux, qui rencontre certaines difficultés, ne serait même pas discuté à Messine et pourrait être plus tard modifié, voire carrément annulé.

Les délégations de la conférence de Messine seront présidées par les ministres Gaetano Martino pour l'Italie, Antoine Pinay pour la France, Paul-Henri Spaak pour la Belgique, Johan Beyen pour les Pays-Bas et Joseph Bech pour le Luxembourg et par le sous-secrétaire Walter Hallstein qui représentera le chancelier Adenauer pour l'Allemagne.

Il ne faut pas s'attendre à des résultats sensationnels, puisque les projets de relance européenne devront être étudiés ultérieurement et approfondis. Mais à partir des positions qu'ils adopteront, on se rendra compte s'il s'agit juste d'une maigre compensation ou bien d'une relance concrète de l'idée européenne.

Aldo Aioldi